

Sont nommés membres du comité de gestion de la section du marché du vin, eaux-de-vie et spiritueux :

En qualité de représentants des organisations professionnelles de producteurs.

MM. Jean-Baptiste Benet, Fernand Chevalier, Geoffroy de Couesbouc, Pierre Martin.

En qualité de représentants du ministre de l'agriculture.

MM. Labalette, chef de la division de la viticulture et des plantes industrielles ; Lajotte, administrateur civil ; Long, directeur de l'Institut des vins de consommation courante.

En l'absence du directeur des affaires économiques, la présidence de la section sera assurée par M. Forestier, chef de service à la direction des affaires économiques.

Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.

Par arrêtés du ministre de l'agriculture et du secrétaire d'Etat au commerce intérieur, en date du 5 décembre 1960, sont nommés membres :

1° De la section du marché de la viande en qualité de représentant des organisations professionnelles du commerce des produits agricoles M. Lemaire-Audoire ;

2° De la section du marché du lait et des produits laitiers en qualité de représentant des organisations professionnelles du commerce des produits agricoles MM. Breteau (Jean) et Joachim (Paul-A.) ;

3° De la section du marché des fruits et légumes, en qualité de représentants des organisations professionnelles du commerce des produits agricoles MM. André Chambon et Roger Houssonloge ;

4° De la section du marché de l'aviculture, en tant que représentants des organisations professionnelles du commerce des produits agricoles MM. André Chambon et Roger Houssonloge ;

5° De la section du marché de la pomme de terre, en qualité de représentant du commerce des produits agricoles M. Ch. Delassus ;

6° De la section du marché du vin, eaux-de-vie et spiritueux, en qualité de représentants des organisations professionnelles du commerce des produits agricoles MM. Max Boutet et André Bertrand.

Eaux et forêts.

Par arrêté en date du 12 décembre 1960, les candidates dont les noms suivent sont nommées sténodactylographes de l'administration des eaux et forêts, titularisés dans cet emploi, et reçoivent les affectations suivantes.

Rastoll (Anne-Marie), à Bonneville (Haute-Savoie).
Romain (Michèle), à Privas (Ardèche).

Enseignement agricole.

Par arrêté du 22 décembre 1960, M. Henry (Pascal), ingénieur des travaux agricoles de l'ex-Afrique occidentale française, est affecté d'office et dans l'intérêt du service à l'école d'agriculture de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or).

MINISTRE DE LA CONSTRUCTION

Décret n° 60-1518 du 30 décembre 1960 fixant les indemnités et vacations allouées aux membres et rapporteurs des commissions visées aux articles 2 et 3 du décret n° 57-1123 du 5 octobre 1957 et à l'article 10 du décret n° 57-1414 du 30 décembre 1957.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre délégué auprès du Premier ministre, du ministre de la construction et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret n° 50-878 du 28 juillet 1950 fixant les indemnités et vacations allouées aux membres et rapporteurs des commissions visées aux articles 2 et 3 du décret n° 46-2962 et à l'article 1° du décret n° 46-2966 en date du 31 décembre 1946 ;

Vu les articles 38 et 71 du décret n° 47-1896 du 28 septembre 1947 portant application et adaptation à l'Indochine de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ;

Vu le décret n° 57-1123 du 5 octobre 1957 relatif à l'intervention des architectes, experts et techniciens dans les opéra-

tions d'évaluation et de rempli des indemnités dues au titre des dommages de guerre subis au Cambodge, au Laos et au Viet-Nam ;

Vu l'article 10 du décret n° 57-1414 du 30 décembre 1957 modifiant et complétant le décret n° 47-1896 du 27 septembre 1947 ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1°. — Les dispositions du décret n° 50-878 du 28 juillet 1950 fixant les indemnités et vacations allouées aux membres et rapporteurs des commissions visées aux articles 2 et 3 du décret n° 46-2962 et à l'article 1° du décret n° 46-2966 en date du 31 décembre 1946 sont étendues à la rémunération des membres et rapporteurs des commissions d'agrément et de sanctions d'architectes et d'experts et techniciens visées aux articles 2 et 3 du décret n° 57-1123 du 5 octobre 1957 et de la commission visée à l'article 10 du décret n° 57-1414 du 30 décembre 1957 chargée de donner son avis sur l'application aux personnes non soumises à l'agrément de l'interdiction prévue à l'article 71 du décret n° 47-1896 du 27 septembre 1947.

Art. 2. — Le Premier ministre, le ministre délégué auprès du Premier ministre, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la construction et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et dont les dispositions prennent effet à dater du 1° janvier 1958.

Fait à Paris, le 30 décembre 1960.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
MICHEL DEBRÉ.

Le ministre de la construction,
PIERRE SUDREAU.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
PIERRE GUILLAUMAT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
WILFRID BAUNGARTNER.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Décret n° 60-1517 du 30 décembre 1960 accordant aux personnes autorisées à exercer les professions d'infirmier ou d'infirmière et de masseur kinésithérapeute le bénéfice des dispositions du décret du 9 avril 1960 créant un certificat d'aptitude aux fonctions d'aide-dermatologiste.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,

Vu le code de la santé publique, livre IV, titres II et III, et notamment les articles L. 474, L. 477 et L. 491 ;

Vu le décret n° 59-1009 du 25 août 1959 ;

Vu le décret du 9 avril 1960 créant un certificat d'aptitude aux fonctions d'aide-dermatologiste ;

Vu l'arrêté du 22 avril 1960 relatif à l'exercice des fonctions d'aide-dermatologiste ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la kinésithérapie ;

Vu l'avis du conseil de perfectionnement des études d'infirmier et d'infirmière,

Décète :

Art. 1°. — Le certificat d'aptitude aux fonctions d'aide-dermatologiste créé par le décret du 9 avril 1960 peut être délivré, dans les mêmes conditions qu'aux personnes titulaires du diplôme d'Etat d'infirmier ou d'infirmière, aux personnes autorisées à exercer la profession d'infirmier ou d'infirmière à titre polyvalent, conformément soit à l'article L. 474 du code de la santé publique, soit à l'article L. 477 dudit code.

Art. 2. — Le certificat d'aptitude aux fonctions d'aide-dermatologiste créé par le décret du 9 avril 1960 peut être délivré, dans les mêmes conditions qu'aux personnes titulaires du diplôme d'Etat de masseur kinésithérapeute, aux personnes autorisées à exercer soit le massage, soit le massage et la gymnastique médicale, conformément à l'article L. 491 du code de la santé publique.